(21.09.2009)

21/09/2009 à 6h00

- **Les licenciements massifs se multiplient en Russie**

Trois symboles de l'économie russe, les constructeurs automobiles GAZ et Avtovaz et la compagnie aérienne Aeroflot, s'apprêtent à supprimer des milliers d'emplois, au moment où les autorités disent voir une sortie de crise se dessiner. GAZ, contrôlé par l'oligarque Oleg Deripaska et partenaire de l'équipementier Magna et de la banque russe Sberbank dans le rachat du constructeur allemand Opel : 14.000 licenciements. Avtovaz, détenu à 25% par le français Renault : 5.000 (36.000 possibles au total). Aeroflot : 2.000 (6.000 possibles au total). Pour les analystes, ces entreprises agissent de la sorte, car le gouvernement a cessé de les soutenir financièrement, comme ce fut le cas depuis le début de la crise il y a un an. Le gouvernement s'attend toujours à voir le PIB chuter de plus de 8% en 2009. AFP

- **25 millions de chômeurs d'ici fin 2010, selon l'OCDE**

Quinze millions de chômeurs supplémentaires sont venus s'aligner devant les services pour l'emploi des pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) depuis la fin 2007. Près de 10 millions de chômeurs de plus sont attendus dans les mois qui viennent. De ce fait, le taux de chômage (à 8,3 % fin juin, le plus haut niveau de l'après-guerre), va encore augmenter, et sans doute atteindre 10 % de la population active courant 2010. Soit 57 millions de personnes. En moins de trois ans, le nombre de chômeurs devrait donc progresser de plus de 25 millions. « *L'un des principaux risques est de voir une grande part de cette forte hausse du chômage prendre un caractère structurel* », note l'OCDE. Les Echos

- **La Grèce s'enfonce dans la crise**

Le déficit public devrait atteindre 5,7% du PIB et la dette plus de 100% du PIB. Le taux réel du chômage est de 15,5% et devrait dépasser les 17,3% en 2010, soit plus de 800 000 nouveaux demandeurs d'emploi dans un pays qui compte 11 millions d'habitants. Plus de 20% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté avec une moyenne de 414 euros par mois. En outre, le salaire de base est passé de 776,20 à 662,10 euros. Pour faire face, de plus en plus de Grecs sont obligés de cumuler deux à trois emplois, mais n'en déclarent qu'un seul. Quel que soit le résultat des élections du 4 octobre prochain, tout porte à croire que la Grèce ne fera pas l'économie d'une nouvelle crise sociale, à l'instar des émeutes de décembre 2008. Le Figaro
(Merci à Léonidas)